

# FACE À LA CRISE MONDIALE DE L

## En France, en Europe



du chômage). Tout cela exaspère les insuffisances de la demande face à la maturation de l'enflure des croissances financières. Cela s'est déjà produit au début de processus de fin des longues phases de difficultés ou crises systémiques antérieures comme celle de l'entre-deux guerres. Mais la nouveauté radicale renvoie au début de la révolution informationnelle, de la révolution du décrochement des monnaies par rapport à l'or, sans parler de la révolution démographique de la longévité et de réduction de fécondité renforcées.

En effet, la baisse de la valeur et du prix de l'or (avec les découvertes répondant à la hausse de son prix poussé par les placements non productifs) entraînait la baisse des taux d'intérêt mesurés en or comme base des transformations et de la relance du crédit pour l'issue. Mais désormais la création monétaire, détachée de l'or, à la fois amplifie les difficultés de façon indéterminée en relançant la croissance financière en titres et, en même temps permettrait l'organisation d'une relance sélective du crédit bien plus pour les êtres humains que les capitaux.

Les ambivalences du branchage de la croissance sur la révolution informationnelle parasitée par la domination des capitaux financiers, vont dans le même sens d'alimentation des profits nouveaux pour la croissance financière, d'aggravation et de durée

gonismes entre Etats. C'est très probablement la crise du système de domination exacerbée des marchés financiers qui a commencé, bien sûr par un processus qui peut durer longtemps avec certains hauts et bas.

Il y aurait une maturation des nouvelles technologies économisant les moyens matériels relativement aux résultats produits vendables et des pressions sur les emplois et les salaires, ainsi que d'ailleurs, surtout dans les pays développés, la diminution de la demande des populations (par baisse de natalité sous pression

Il ne s'agit pas d'une péripétie, ni même d'un simple krach, mais d'une crise financière mondiale, d'une gravité sans précédent qui dure et s'amplifie depuis mai 1997. Tout ne va pas s'effondrer brutalement, à un moment donné. Mais on assiste, à l'échelle mondiale, à des ébranlements en série, des coups de boutoirs, ainsi qu'un renforcement considérable des facteurs et des difficultés du chômage, du ralentissement voire des reculs de croissance et des dépenses publiques, de l'exaspération des anta-

# A DOMINATION DES MARCHÉS FINANCIERS

C

## à l'échelle mondiale

sans précédent du chômage massif et de la précarité, mais aussi de la possibilité du début de dépassement de la domination des capitaux avec des transformations plus radicales.

En effet, ce serait une erreur fondamentale de croire que les responsables sont l'Asie du Sud-Est ou la Russie. Ce n'est pas essentiellement une crise russe, ni asiatique, ni même des pays « émergents ». Ce sont effectivement les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne qui sont – avec la domination mondialisée sans précédent du capital financier – responsables, pour avoir impulsé cette croissance où les nouvelles technologies sont dominées par l'explosion des marchés financiers, la pression sur les salaires et l'emploi, le chômage perdurable et la précarisation généralisée.

Cependant, ces grands ensembles dominants sont aussi concernés par les mêmes difficultés. Ces difficultés nouvelles ont commencé à frapper les pays ayant connu la plus grande croissance (en Asie) ou les plus fragiles (Russie), sous la pression des mêmes facteurs et antagonismes mondialisés fondamentaux.

On peut distinguer trois ensembles enchevêtrés. Premièrement, l'insuffisance relative de la demande mondiale est devenue beaucoup plus

grave, avec la maturation des technologies de la révolution informationnelle économisant, relativement aux résultats vendables, les équipements (dans les productions matérielles et encore plus dans les services) et la maturation des pressions sur les salaires. Ainsi, les pays du Sud-Est asiatique ont dès 1996, commencé à freiner leurs exportations. Les difficultés nouvelles ont démarré au Japon, un de leurs principaux clients, du fait de l'énormité de sa croissance financière, sans croissance correspondante de la demande interne et extérieure. Ensuite, les Etats-Unis ont essayé de commencer à freiner leur croissance, en relevant un peu leurs taux d'intérêts, d'où la hausse du dollar. Celle-ci a déclenché les premières difficultés aiguës dans les pays émergents d'Asie du Sud-Est, aux monnaies alignées sur le dollar (pour favoriser les attractions de capitaux) et dont les produits devenaient ainsi plus difficiles à vendre. Quant à l'Union européenne, sa politique de croissance financière externe, avec limitation de sa demande interne, hausse du chômage et pression sur les salaires, a participé fortement à cette insuffisance mondiale de la demande.

Deuxièmement, le gonflement formidable de la croissance financière des titres – actions et obligations – sur les marchés financiers globalisés et mondialisés n'est pas seulement devenu excessif, comme lors des krachs financiers précédents, par rapport aux limitations de la croissance réelle. Mais encore il aurait commencé à développer – en liaison avec les politiques menées par les pays dominants, les banques, ainsi que les institutions monétaire-financières interna-

tionales – des cercles vicieux, où les corrections antérieures deviendraient en bonne partie inopérantes.

Ainsi les pays du sud-est asiatique ont reçu dans les années 1990 des placements de capitaux tout à fait colossaux non seulement du Japon ou des Etats-Unis mais aussi des pays de l'Union européenne. Dans une moindre mesure quoique encore de façon très considérable, cela a concerné d'autres pays dits émergents de l'Amérique latine à la Chine, et à un bien moindre degré divers pays de l'Europe de l'Est.

Troisièmement, il faudrait aussi considérer les conditions de l'offre ou de la production. Ainsi, il y a eu une certaine hausse des salaires malgré toutes les pressions, notamment en Corée du Sud, tandis que par ailleurs la croissance financière déchaînée faisait entrer fortement dans la concurrence des pays à plus bas salaires comme la Chine. Ensuite, il y a eu montée de l'insuffisance des qualifications dans les pays dits émergents les plus développés, tandis qu'une concurrence nouvelle intervenait avec la maturation des pressions sur les salariés et des nouvelles technologies dans les pays capitalistes les plus dominants, etc.

Bien sûr. Mais, fondamentalement les mêmes processus sont à l'œuvre partout. Dans ce cadre, la Russie n'en est que l'exemple le plus caricatural du fait de la fragilité et des antagonismes spécifiques de ses structures. Ainsi l'arrêt de leur croissance a entraîné une chute de consommation

des pays d'Asie du Sud-Est, freinant, après le Japon, la demande de matières premières et de pétrole. Tous les pays qui, comme la Russie ou les pays d'Amérique latine, en sont de gros producteurs, sont touchés. Mais il y a eu aussi en Amérique latine, alignement des monnaies sur le dollar (comme en Asie du Sud-Est) ou du moins des efforts de rattachement à lui comme en Russie. Il y a eu encore partout, y compris en Russie, croissance boursière et des marchés financiers, spéculative, débridée, poussée par les banques étrangères, des actions et également des obligations de la dette publique considérable et placée sur les marchés financiers. Ainsi la dette gonflée en Russie, à l'imitation des autres pays, a présenté des difficultés caricaturales, d'impossibilité de service par l'Etat et de refus de soutien du FMI.

Les placements et les levées de fond en titres des grandes fortunes, des entreprises, des fonds d'investissement ou de pension, des banques et aussi des Etats ont connu une croissance explosive.

Cela a poussé les exigences de rentabilité financière élevée ainsi que les taux d'intérêt réels contre les salaires et l'emploi de façon extraordinaire, tout en mettant aussi la pression sur les dépenses publiques et sociales.

La révolution technologique et informationnelle – sous domination de la rentabilité financière capitaliste – pousse à développer les opérations sur les marchés financiers pour partager les nouvelles dépenses énormes de recherche-développement, mais de façon monopoliste, en contrôlant de vastes ensembles mondialisés par des prises de contrôle en Bourse et pour détruire les concurrents dans la guerre économique. En liaison avec les levées de fonds sur les marchés financiers, les plus-values financières font monter formidablement des revenus sans emplois ni machines additionnelles. Mais ils sont aussi en prise sur les progrès de productivité monopolisés permis, sans croissance d'emplois ni d'équipements en quantité par les dépenses de

recherche et de formation. Cependant, le non-développement fondamental des êtres humains et l'obsession de rentabilité financière ont fini par devenir intolérables. Les banques et institutions financières ou politiques étatiques, tout en limitant le crédit à la croissance réelle par des taux d'intérêt élevés favorables aux attractions de capitaux financiers, ont développé les crédits pour les placements financiers et spéculatifs (immobilier, etc.). L'énormité de leurs créances douteuses – pas seulement au Japon qui est le plus atteint avec sa croissance financière folle – exerce une pression nouvelle sur leurs crédits à l'économie réelle.

La nouveauté c'est qu'une sorte de nœud coulant a commencé d'étrangler les monnaies et les croissances : tandis que tirent d'un côté les actions, de l'autre les obligations de la dette d'Etat. Pour les actions, il y a eu leur hausse formidable. Mais avec les difficultés de la demande pour les entreprises, c'est l'insuffisance criante des dividendes : actuellement 2% de rendement aux Etats-Unis, par rapport aux prix des titres gonflés, un record de faiblesse dans le siècle. On nous dit que Wall Street avec la baisse des actions n'opérerait qu'une correction. En fait, c'est un ébranlement grave qui entraîne des baisses de demande des entreprises et des nombreux ménages actionnaires, les difficultés et la fragilisation des banques. De l'autre côté, les obligations des dettes publiques ont formidablement augmenté partout. Mais avec la baisse des revenus issus des entreprises, il y a une insuffisance des recettes fiscales et la rémunération des titres d'Etat est à son tour menacée. En Asie du Sud-est, comme en Russie, cela a renforcé les sorties de fonds massives conjuguées, épuisant les réserves de devises des Etats, et minant leur crédibilité financière. Aussi du fait de ces sorties (par des ventes de titres en monnaies nationales pour des placements en monnaies étrangères), leurs monnaies, attaquées avec une force grandissante, chutaient. Et cela d'autant plus que ces monnaies étaient suréva-

luées car rattachées à une monnaie dominante comme le dollar. Ces tendances ont joué partout en Asie du Sud-Est, en Russie puis en Amérique latine.

Après la hausse folle puis de début de baisse des actions, les difficultés des obligations d'Etat ont commencé aux Etats-Unis. Leur cours a énormément augmenté avec le reflux des capitaux d'Asie, abaissant les rendements effectifs des intérêts (par rapport aux prix gonflés) tandis que les recettes publiques sont freinées et que les placements à court terme sur les monnaies sont devenus plus avantageux. D'où les risques de la baisse du dollar qui a commencé et notamment l'aggravation des antagonismes cruciaux entre dollar et euro pour attirer les capitaux.

Il y a en outre, les jeux de yen japonais ou du yuan chinois. En effet, le risque est immense même de début de retrait des extraordinaires quantités de fonds japonais placés aux Etats-Unis, qui auraient un tout petit peu commencé, notamment vers l'Europe. Et si le yuan devait dévaluer cela relancerait une spirale dépressive en Asie.

Par parenthèse, si les taux d'intérêt réel longs effectifs des obligations d'Etat ont baissé, ce n'est pas la même chose pour les obligations privées et en outre les taux d'intérêt réel abaissés restent supérieurs à la croissance réelle freinée.

Dominique Strauss-Kahn l'a dit. Mais on a entendu beaucoup de déclarations rassurantes depuis mai 1997 – notamment du FMI et de l'OCDE – chaque fois démenties. Le ministre des Finances lui-même, après avoir nié l'impact, sur nous, de la crise asiatique commence à l'admettre, tout en le minimisant fortement.

L'euro, tel qu'il est organisé actuellement, tend au contraire à renforcer les difficultés et à attirer la foudre. D'un côté, il pousse la croissance financière contre l'emploi. Déjà, la politique de restriction monétaire visant une monnaie unique forte pour l'attraction et les placements finan-

ciers a été responsable du taux de chômage élevé dans l'UEM, comme l'a souligné le prix Nobel Franco Modigliani. Mais cela va devenir encore plus pervers. De l'autre côté, comme l'euro est organisé pour attirer les capitaux, cela va exacerber les antagonismes avec le dollar, sans parler du jeu du yen. D'où des pressions contre les ressources financières et notamment – après de premières détentés éventuelles aux Etats-Unis pour soutenir le crédit au marché financier de Wall Street – le risque d'une montée des taux d'intérêts réels. Cela jouerait contre la croissance et l'emploi, renforçant les insuffisances cruciales du crédit en Europe, les facteurs de chômage, les restrictions de dépenses publiques, les oppositions entre Européens.

Déjà, il y a le refus d'abaisser les taux d'intérêt des responsables de la Banque centrale européenne, tandis que la baisse du dollar et les attractions de capitaux vers l'Europe vont attirer des répliques des Etats-Unis, encore plus fortement que la réplique foudroyante en 1979-82. Par ailleurs, tandis que le chômage remonte en août et sans doute en septembre en France, les tensions entre pays européens commencent à être avivées – Allemagne plus engagée en Europe de l'Est ; difficultés italiennes et espagnoles ; jeu du Royaume-Uni, où la récession s'annonce, sur le dollar ; etc.

La France et l'Europe, peuvent et doivent faire beaucoup. D'autant que si elle a d'importantes responsabilités dans la crise, l'Union européenne est celui des trois ensembles dominants qui a le plus de chômage. Au lieu de dire nous maintenons le cap, il faudrait avoir l'audace de changer les orientations de la construction monétaire européenne pour le social et l'emploi. Lionel Jospin n'est-il pas devenu premier ministre en se prononçant contre un tour de vis social lié aux contraintes de Maastricht ? Cet objectif a été oublié avec les retombées de la croissance mondiale, aujourd'hui très atteinte. Il faudrait pourtant plus que jamais agir dans ce sens.

Il ne s'agit pas de simples correc-

tions, minorant plus ou moins les prévisions optimistes de croissance en France et en Europe, dont la réduction changerait pourtant la donne mais plus encore de processus et cercles vicieux à l'œuvre qu'il faudrait prévenir le plus possible.

Avant tout, une politique européenne d'expansion monétaire concertée, pour favoriser des crédits à bas taux pour l'emploi et la formation. Nous avons préconisé une monnaie commune – et non unique – européenne, pour une création monétaire, en coopération, redistribuée de façon diversifiée selon les pays. Il s'agissait de permettre le « refinancement » de crédits à taux abaissés sélectivement des banques, pour l'emploi et la formation débouchant sur un meilleur emploi. Mais l'instauration d'une monnaie unique, l'euro, même si elle n'a

pas été construite pour cela et est bien moins favorable, n'empêche pas, en soi, de choisir l'expansion monétaire. Certes, la Banque centrale européenne (BCE) a reçu pour priorité de lutter contre l'inflation : ce que ces dirigeants traduisent par la restriction à la création monétaire. Mais plus que jamais l'emploi souffre de la déflation. Il faut faire de l'emploi la priorité de la BCE, et du système des Banques centrales européennes, à partir de l'exigence de leur contrôle, à gauche comme à droite en France, par les parlements. On objecte un risque d'inflation. Mais, d'une part il y a les conditions actuelles de déflation de plus en plus reconnues, ainsi que celles des nouvelles technologies économes. Et d'autre part cette création monétaire concernerait le vaste ensemble européen, disposant de capacités importantes, devant favoriser de façon sélective les achats réciproques pour l'emploi des différents partenaires européens.



Une croissance nouvelle, en coopération, efficace, serait impulsée avec un renouveau de la coopération des entreprises publiques en Europe et de grands efforts pour la formation et la recherche-développement. Contre la compétitivité par les bas salaires, il ne s'agit pas simplement d'augmentation des salaires car il y aura toujours alors la concurrence de bas salaire ailleurs. Mais il s'agirait de compétitivité par les nouvelles technologies avec la formation, l'emploi qualifié et la recherche. Il convient de souligner que cela concerne précisément des dépenses cruciales économisant les coûts. Ce rôle était tenu dans le capitalisme classiquement par les capitaux et équipements. Mais désormais il est mis en cause par les nouvelles technologies, économisant les dépenses en équipements et par la stimulation du capital proprement financier. Aussi, ce rôle peut être de plus en plus tenu, avec un début de dépassement du capitalisme par les dépenses de formation et de recherche en allant vers une sécurité d'emploi et de formation, de développement de chaque être humain.

D'ailleurs, on a dû afficher cette préoccupation de l'emploi et de la formation, de façon nouvelle, au sommet européen de Luxembourg et dans ses suites, y compris par la proposition d'assurer soit une formation, soit un emploi, soit seulement une série d'entretiens de suivis. Mais il reste à se donner les moyens, d'un véritable changement massif en faveur de l'emploi-formation, par un crédit nouveau, partagé.

Cette création monétaire européenne très nouvelle pourrait aussi concerner nos voisins du Sud et de l'Est. Cela viserait une sorte de plan Marshall – comme cela a déjà été évoqué –, des dons en monnaies aux banques centrales des pays voisins, permettant des crédits internes à très bas taux pour nous acheter des équipements et technologies, favorisant l'emploi et la formation des deux côtés.

Bien sûr. En France, il s'agit avant tout de nos propositions pour un crédit à taux abaissé pour l'emploi, à par-

tir des bassins d'emplois et des régions avec bonification des taux d'intérêts grâce à des fonds publics régionaux notamment, puis le relais par le « refinancement » de la banque centrale. Il s'agit ensuite d'un budget impulsant une croissance réelle riche en emplois par ses dépenses, notamment pour l'éducation et la formation et par sa fiscalité, dissuasive des placements financiers et favorable à l'emploi. Il s'agit encore de droits nouveaux pour les salariés d'intervention sur les financements dans les entreprises, d'une expansion nouvelle des entreprises publiques et de leurs coopérations pour l'efficacité sociale, à l'opposé des privatisations, à commencer par les banques et institutions financières.

Cependant, cela renvoie aussi à des changements profonds à promouvoir à l'échelle du monde entier.

Une idée décisive commence à faire son chemin malgré les contre-feux qui montent aussi. Il ne suffit pas d'envisager des mesures négatives contre les marchés financiers, comme la fameuse taxe Tobin (que nous avons proposé les premiers dans le débat français pour les Présidentielles de 1997) ou encore, comme cela monte en ce moment, des contrôles des mouvements de capitaux et de change. Il s'agirait surtout de mesures positives, de remplacement d'une grande partie du rôle des marchés financiers par une création monétaire très novatrice et un crédit nouveau.

J'ai déjà proposé, dans ce sens, une monnaie commune mondiale, pour une création monétaire pour tous les pays favorisant des refinancements de crédits à bas taux pour l'emploi et la formation débouchant sur l'emploi. Ce n'est pas une utopie : un embryon de monnaie commune, fondée sur les différentes monnaies nationales, existe avec les Droits de tirages spéciaux (DTS), du FMI, créant des droits à des devises. Mais les Etats-Unis ont fortement freiné ce qui pouvait évincer le dollar dans sa fonction mondiale. Le FMI doit être très profondément transformé, et non seulement dénoncé.

Et, dès maintenant, avant cette

transformation en véritable monnaie commune mondiale d'un type nouveau, les DTS du FMI peuvent être créés plus massivement et alloués de façon différente.

Au contraire, malgré les exigences de la crise financière mondialisée depuis mai 1997, le FMI a opéré des soutiens insuffisants, notamment des obligations des dettes en Asie du Sud-Est, à partir surtout d'emprunts en dollar et très peu d'émission nouvelle de DTS.

Et pourtant, avec la polémique nouvelle entre la Banque mondiale et le FMI – la Banque Mondiale récusant le danger de création inflationniste dans les conditions actuelles –, ces exigences nouvelles avancent. Même si pour la Banque mondiale cela ne concerne pas la création de monnaie commune à partir des DTS.

Les exigences de changement très fondamentaux montent fortement, non seulement au plan économique, même si on essaie de les cantonner à des mesures négatives, mais encore au plan anthropologique et sociétal, même si on essaie de les couper des changements économiques et monétaires-financiers.

C'est le défi du non-renouvellement des populations en Europe, ou des pressions de l'immigration à partir des pays sous-développés. Le défi de la crise morale, de la délinquance, des repliements identitaires ou xénophobes dans les pays développés, mais aussi de l'intégrisme et du terrorisme dans les pays les plus dominés. Celui de nouvelles relations entre hommes et femmes, jeunes et âgés « inter-genres » et inter-génération, partout.

En même temps, il s'agit du défi de nouvelles relations sociales, culturelles, internationales, zonales et inter-zonales, d'une éthique de solidarité, de partage jusqu'au partage des pouvoirs, de maîtrise des marchés et de co-développement. Sur ce terrain nous ne serions pas isolés : ces aspirations s'expriment déjà dans de nombreux partis de gauche, progressistes, nationaux, dans des organisations syndicales ou culturelles, en Occident et en Orient. ■